

Réunions publiques des 5 et 14 Février sur

BROUZET LES QUISSAC

dans le cadre du grand débat national.

Les citoyens de Brouzet les Quissac ont choisi de ne pas suivre les thèmes imposés par le gouvernement.

Le compte-rendu ci-dessous n'est pas la traduction d'un consensus général des participants, mais une compilation de réflexions individuelles.

Détail des rubriques choisies par les participants :

- 1) Justice, responsabilité et statuts des élus – organisation de l'état
- 2) Fiscalité et finances (Particulier et entreprises)
- 3) Condition animale
- 4) Démocratie et représentativité
- 5) Education
- 6) Retraites – chômage - social
- 7) Système de santé
- 8) Ecologie, environnement - Transition écologique – mobilité et transport
- 9) Sécurité routière – lois à revoir
- 10) Europe et Mondialisation

1) Justice, responsabilité et statuts des élus – organisation de l'état

Il manque de bon sens en urbanisme (constructions en zone inondables par exemple)
Il est aberrant de pouvoir construire des bâtiments administratifs en zone inondables.

S'agissant d'urbanisme, Il faudrait que ce soit une entité externe qui décide des ouvertures à l'urbanisation (PLU).

Une évaluation de la compétence des élus serait nécessaire. Il devrait y avoir moins de latitude dans le travail et la décision des élus et plus de contrôle sur les dépenses et le bien-fondé liés aux projets. En effet, un grand nombre de projets sont démesurés par rapport au besoin réel, certains élus ont la folie des grandeurs, ceci augmente inutilement les impôts locaux et l'endettement de la France.

Ce contrôle pourrait être effectué par une organisation mixte : citoyens + cours des comptes.

Il y a un manque de transparence des élus une fois au pouvoir

Le millefeuille administratif n'est pas constructif, certaines compétences sont partagées et l'utilisateur ne s'y retrouve pas.

Chaque citoyen a une part de responsabilité depuis longtemps mais n'est pas toujours suffisamment actif. On ne connaît pas les compétences de chacun des élus à chaque niveau (commune, communauté de commune, département, région...).

Lorsqu'il y a un grand projet, les administrés devraient être sollicités pour apporter leurs idées et donner leur avis avec un compte-rendu factuel.

La part salariale d'une administration devrait être assujettie à un ratio financier pour ses salariés, en fonction du nombre d'habitants et du type de collectivité.

Les élus doivent montrer l'exemple (en matière d'écologie par exemple)

Les élus ne sont pas formés, en particulier dans les petites structures, même s'il existe des lignes comptables pour leur formation. Rendre les formations des élus gratuites.

Il faudrait simplifier le système comptable des communes (budget d'investissement, de fonctionnement, bascule de l'un à l'autre...).

Assiduité de nos élus dans l'hémicycle devrait être justifiée (absence = pas payée)

Les privilèges (enveloppes.....) devraient être interdits. Les punitions des élus sont souvent lointaines (renvois à l'infini). Les frais devraient être justifiés.

Il convient de mieux gérer le planning des élus pour qu'ils soient présents lors des votes et réserver du temps pour les commissions.

Certaines lois doivent être apportées par le peuple lorsque ça les concerne

Le vote devrait être obligatoire, ou alors, il faudrait prendre en compte, dans les résultats, le vote blanc.

2) Fiscalité et finances (Particulier et entreprises)

S'il n'y a pas d'investissement, il n'y a pas d'emploi. Mais les charges sont trop importantes pour embaucher. En outre seules les entreprises qui connaissent les ficelles s'en sortent bien.

Les chômeurs (de longue durée et même les autres) sont payés par l'état. Ils devraient pouvoir être embauchés avec 0€ de charge pendant quelques années. Il y a 1 million de TPE susceptibles d'embaucher un premier salarié et qui ne le font pas à cause des charges. Ces personnes au chômage depuis longtemps pourraient ainsi renouer avec le monde du travail. Ainsi, même si aucune cotisation sociale ne serait versée, l'état économiserait le montant des indemnités chômage et les TPE pourraient embaucher leur premier salarié en prenant moins de risque. Le suivi de ces ex- chômeurs pourrait être réalisé par pôle emploi.

Les contrats précaires à faible durée de travail ou éloignés du domicile, ne permettent pas une vie décente. C'est pourquoi certaines personnes sans emploi préfèrent ne pas travailler plutôt que de travailler à bas salaire. Le système est à revoir. Il vaudrait mieux revaloriser les salaires car ce n'est pas motivant.

L'argent doit être pris dans les grandes entreprises et chez les gens qui gagnent beaucoup d'argent. Le réinvestissement devrait être obligatoire.

Les aides et niches fiscales doivent être encadrées dans le temps et servir à ceux qui en ont vraiment besoin. La défiscalisation des intérêts d'emprunt est une solution. Les aides ne devraient pas être pérennes et les salaires suffisants pour vivre et se loger.

Lois idiotes : supprimer la CSG et la CRDS.

Il est inadmissible que les hauts fonctionnaires touchent autant d'argent.

Permettre aux entreprises de passer en charge la totalité de leurs investissements sur un exercice si elles le souhaitent, plutôt que d'imposer un système d'amortissement comme

c'est le cas aujourd'hui. Cela induirait une perte de recettes fiscales pour l'état, une flambée des investissements et immanquablement de très nombreuses créations d'emploi à très court terme.

3) Condition animale

La maltraitance animale devrait être mieux surveillée. Il devrait être interdit de gaver les animaux. On devrait pouvoir entrer facilement dans les abattoirs pour les visiter et les contrôler (associations....) ou voir tout ce qui se passe dans les abattoirs (caméras visibles de l'extérieur). Il ne faut pas donner des antibiotiques aux animaux en préventif (risque sanitaires pour l'homme).

On devrait limiter la pêche et l'élevage intensif. La pêche « sauvage » n'est pas réglementée efficacement et équitablement pour tout le monde. Il faudrait favoriser la pêche d'élevage tout en réglementant la concentration animale.

Le « bilan carbone » devrait être inscrit sur les denrées que l'on achète. Il faudrait prévoir une taxation en fonction de la distance parcourue par les produits même si cela est susceptible de créer quelques problèmes économiques.

Certaines dérogations aux règles Européennes sapent le fonctionnement « équitable ».

Il faudrait des zones agricoles proches des villes pour couvrir le besoin en produits frais.

Il faut faciliter le circuit court

Avec un petit salaire, il est difficile d'acheter ailleurs que dans les grandes surfaces. Les grandes enseignes peuvent s'implanter suivant un système complexe et lobbyiste.

Il faudrait renationaliser les autoroutes.

4) Démocratie et représentativité

Un passé judiciaire ne devrait pas donner la possibilité d'accéder à des postes ou élections possibles. Seul le juge peut décider de l'inéligibilité. Est-ce logique ? Il faudrait que cela rentre dans un système législatif (automatique et pas à la discrétion du juge).

Le mandat d'élu ne devrait pas être un métier, il conviendrait de limiter le nombre de mandats à trois, tout mandat confondu.

Il faut penser mondialisation pour faire progresser les choses.

Il faut faire une révolution passive.

Concernant le vote à la proportionnelle, il en faudrait une part mais limitée pour que ce soit plus représentatif.

Lors des élections, on médiatise différemment chaque candidat. Ce n'est pas logique (heures de passage et temps de présence sur les antennes). Les campagnes électorales ne devraient être financées que par des dotations de l'état. Nous devrions interdire toute autre forme de financement (dons...) car cela favorise la tricherie et crée une rupture d'égalité. En outre, ce système devrait être contrôlé.

Certains seuils de candidature sont trop difficiles à atteindre (nombre de signatures par exemple). Cela favorise les grands partis politiques. Une élection doit pouvoir être élargie aux citoyens (méthodologie à définir).

5) Education

L'écologie, la langue des signes, les gestes de 1^{er} secours.... devraient être intégrés aux formations.

La formation manque de concret et d'application qui l'éloigne du réel.

Les notes ne représentent plus la compréhension. Le baccalauréat est donné trop facilement.

Il est important d'adapter l'éducation à la personne.

Il faudrait favoriser la pratique et l'apprentissage (stages), revoir le système des conseillers d'orientation pour mieux appréhender l'avenir accentuer la formation et la motivation des enseignants.

Un mauvais professeur peut progresser parfois aussi bien qu'un bon. Leur respect n'est plus à la hauteur. Les parents ne sont parfois pas coopératifs.

L'intégration de ceux qui sont en échec scolaire a tendance à freiner la globalité. Il faut une autre approche pour ceux qui ont des difficultés. Valoriser les filières plus « modestes ».

Il faudrait être plus ouvert sur les méthodologies d'apprentissage en fonction de l'enfant, même s'il est difficile d'avoir une boîte à outils suffisamment vaste et efficace.

L'essentiel serait de savoir faire des choses de base (couture, cuisine...)

6) Retraite - chômage - social.

Les citoyens ont le sentiment que le chômage est un dû. La conscience de la chance que l'on a, est perdue.

On indemnise sur une longue durée et la remise à l'étrier est difficile. Il vaudrait mieux privilégier une indemnisation supérieure sur une durée plus courte, plutôt que d'inciter à rester au chômage.

Il y a une grande différence entre les villes et la campagne.

Plutôt que de pouvoir cumuler des aides multiples et variées (chômage, allocations familiales, allocations logement), une seule aide, globale et unique dispensée par une seule et même caisse, donnerait davantage de visibilité à l'état sur la somme globale perçue par le citoyen et son bien-fondé. Ceci permettrait à l'ayant droit de rebondir dans la vie, sans abus. D'une certaine façon ceci nous rapprocherait de la notion de revenu universel.

7) Système de santé

Concernant la vaccination, une obligation de 11 vaccins n'est pas acceptable.

Il y a trop de lobbys dans le système de santé.

Nous devons supprimer tous les numéros clausus (il y en a plusieurs sortes) pour éviter la multiplicité des dépassements d'honoraires. Idem pour les notaires.

Il faudrait que les médecins rendent à la communauté le coût de leur formation (exemple : 6 mois d'exercice en milieu rural obligatoire).

On n'est pas tous égaux dans la survie. Dans les campagnes, il est plus difficile d'être secouru. Il faudrait des urgentistes détachés dans le monde rural et imposer à tous les médecins de faire de l'urgentisme.

Concernant la fin de vie, il faudrait pouvoir choisir, lorsqu'il n'y a plus rien à faire, de stopper la vie. Il faut néanmoins que ce soit encadré (médecins, psy ... non attaquables) au même titre que le don d'organes.

Le mal Français est qu'il faille systématiquement désigner un responsable dès qu'un problème survient, donc chacun ouvre le parapluie à son niveau.

8) Ecologie, environnement - Transition écologique – mobilité et transport.

Les emballages multiples devraient être interdits ou du moins limités.

Il est trop compliqué de faire du photovoltaïque à grande échelle. L'instruction des dossiers, notamment le dossier environnemental met le pétitionnaire à la merci du premier écologiste intégriste incapable de mesurer à sa juste valeur le besoin de la réduction de l'énergie nucléaire (Ferme photovoltaïque au sol infaisable à cause de la trace de la présence d'un insecte ou du survol d'un aigle). Le fait que la faisabilité économique des projets éoliens ou photovoltaïques soit conditionnée aux aides de l'état sur le rachat de l'électricité, limite le nombre de projets et défavorise la prise de conscience écologique du citoyen.

Il faut abandonner la croissance perpétuelle.

Il serait utile d'imposer aux territoires un état des lieux du nombre de véhicules électriques en fonction sur leurs secteurs ainsi que des actions concrètes à mettre en place pour favoriser ce moyen de transport (à l'échelle des Communauté de Communes par exemple).

Sobre, efficace, renouvelable. Ça marche. Pourquoi ne le fait-on pas ?

Il faudrait prévoir un système de covoiturage au niveau territorial (Communauté de Commune.), « rendre gratuit » les transports en commun légiférer pour que le télétravail soit plus simple d'accès, taxer les déchets et mieux inciter au tri.

9) Sécurité routière – lois à revoir

Passage à 80 km/h. 3 à 5€ par plein économisé. Plus écologique.

La vitesse limite devrait être adaptée à la dangerosité du tronçon routier, et non systématisée.

10) Europe et Mondialisation

L'Europe oui, mais pas comme elle est. Elle doit être reconstruite, repensée.

Pour faire entrer un pays dans l'Europe il faudrait d'abord qu'il ne soit pas trop éloigné des principes Européens ainsi que du système social et fiscal des pays déjà intégrés à l'Europe. Une trop grande disparité, crée du dumping fiscal et social, de la délocalisation d'entreprises et de l'incompréhension de la part des Français. Ces derniers voient une partie de leur contribution fiscale affectée à la remise à niveau de ces pays, quand simultanément leurs citoyens viennent en France, sous le statut de travailleurs détachés, faire concurrence à nos entreprises.

Fin des débats